

C – Que fait l'entreprise de la richesse qu'elle a créée ?

a) – Le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profit brut

1. Une fois la richesse produite dans les entreprises et dans les administrations, il faut la répartir entre les différents agents économiques qui ont contribué, directement ou indirectement, à sa réalisation. Le revenu représente donc l'ensemble des droits sur les ressources disponibles qui sont attribués aux agents. C'est aussi le montant maximal qu'un individu ou une collectivité peut consommer sans s'appauvrir.
 2. La valeur ajoutée est donc une richesse qui va être partagée entre les différents acteurs qui ont contribué, directement ou indirectement, à sa création :
- Les salariés : ils ont droit à une partie de la richesse créée car ils ont participé à sa création en apportant leur travail. Pour la firme, la part des salariés représente la masse salariale.

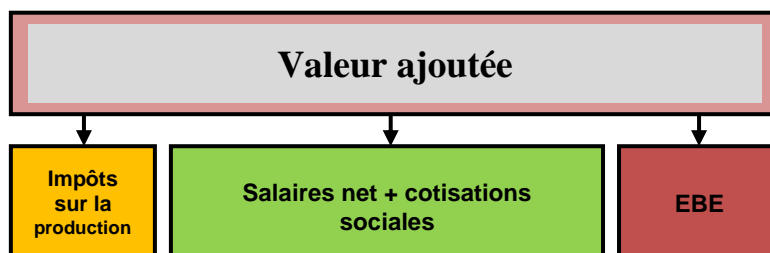
Masse salariale = Salaires nets + cotisations salariales + cotisations patronales x nombre de salariés

Coût salarial = Salaires nets + Cotisations sociales

Salaires nets = Salaires bruts – cotisations sociales salariales

- Le coût salarial : il s'agit du total des dépenses de rémunération des travailleurs (les salaires, les primes, les cotisations sociales).
 - Le salaire brut : il s'agit du salaire que l'employeur doit à son salarié avant le prélèvement des cotisations sociales du salarié.
 - Salaire net : il s'agit du salaire mensuel que va réellement toucher le travailleur à la fin du mois.
 - Les cotisations sociales : ce sont des prélèvements obligatoires que l'employeur doit verser à la Sécurité sociale pour assurer la protection sociale du salarié (maladie, chômage, retraite...).
- L'Etat : il prélève des impôts sur la production car il considère qu'il contribue à la réalisation de la valeur ajoutée en offrant aux entreprises des services collectifs non marchands (routes, police, formation des salariés...).
- Les entreprises : il leur reste un profit brut appelé « excédent brut d'exploitation ».

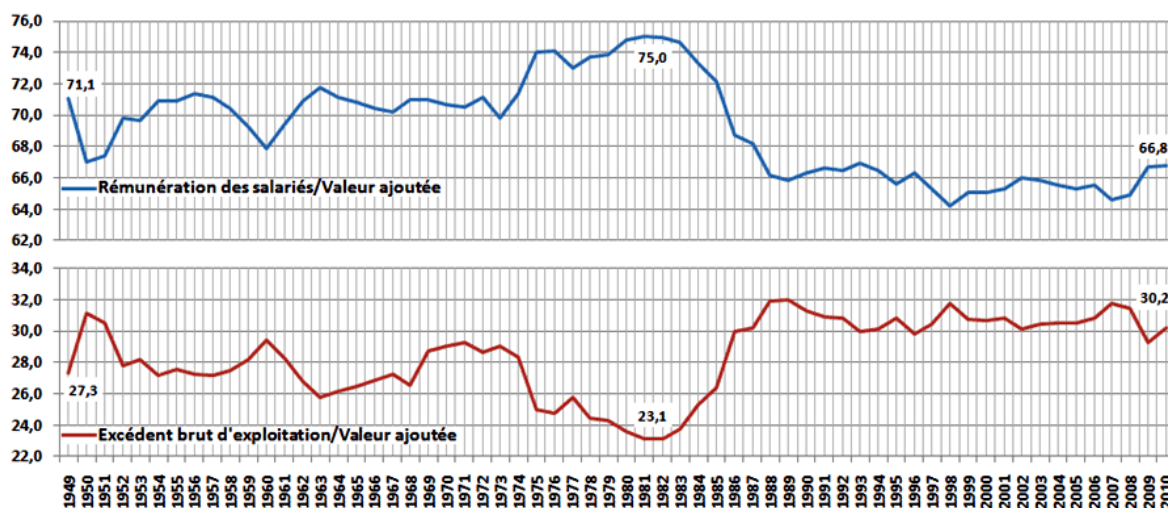
EBE = VA – (Masse salariale + Impôts sur la production)



3. On peut donc dire que la richesse créée se partage entre salaires bruts et profits. En France, et dans la plupart des pays développés, le partage de la valeur ajoutée entre les salaires bruts et les profits bruts a connu plusieurs périodes :
- ✓ Dans les années 1950-1973, le partage est relativement stable : en gros, les 2/3 de la VA pour les salariés et un peu moins d'1/3 pour les profits bruts. Ceci signifie que le pouvoir d'achat des salaires (salaires réels) a augmenté au même rythme que le PIB à la suite d'un « compromis fordiste » passé entre les syndicats et les entrepreneurs.
 - ✓ Des années 1973 au début des années 1980, le partage devient favorable aux salariés : la part de la rémunération salariale augmente pour atteindre pas loin des 3/4 de la VA et celle des profits tombe à un quart. A cette époque, le « compromis fordiste » est remis en cause et les syndicats sont suffisamment forts pour arracher des augmentations de salaires réels supérieurs à la hausse de la valeur ajoutée.

- ✓ Des années 1980 au début des années 1990, le partage devient nettement favorable aux profits : la montée du chômage et les politiques de rigueur salariale empêchent les salariés de défendre leur part du gâteau. La part des salariés diminue de 9 points du PIB. La part des profits bruts atteint près du 1/3 de la valeur ajoutée.
- ✓ Depuis les années 1990, le partage s'est relativement stabilisé en faveur des entreprises. La part de la rémunération des salariés n'a pas retrouvé son niveau des « trente glorieuses » et représente moins des 2/3 de la VA. Le chômage, la précarité de l'emploi, l'individualisation des salaires, la faiblesse des syndicats, ont pesé en faveur d'un taux de marge élevé.

1 – Part de la rémunération des salariés et de l'EBE dans la valeur ajoutée brute en France (en %)



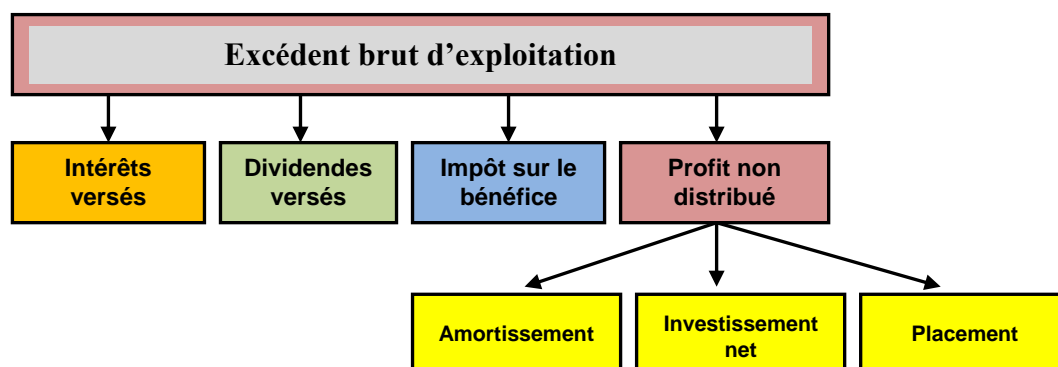
b) – Le partage de l'excédent brut d'exploitation ou bénéfice brut

4. L'EBE va être lui aussi partagé entre ceux qui ont droit à une partie du profit brut.

2 – L'utilisation de l'excédent brut d'exploitation des sociétés en France (en % de la VA)

	1960	1970	1980	1990	2000	2010
Intérêts nets versés	2,5	4,9	6,1	5,9	2,2	2,1
Dividendes nets versés	4,7	3,8	3,1	4,7	6,0	8,7
Impôts sur les bénéfices	4,6	3,7	3,3	3,5	4,0	2,7
Autres opérations	2,8	3,2	3,0	2,3	2,5	2,0
Bénéfices non distribués	15,6	14,4	9,0	15,9	16,5	14,7
Total EBE =	30,2	30,0	24,5	32,3	31,2	30,2

- ✓ Les banques ont droit à des intérêts parce qu'elles ont prêté de l'argent à l'entreprise ;
- ✓ L'Etat prélève un impôt sur le bénéfice car il considère que celui-ci constitue le revenu de l'entreprise ;
- ✓ Les propriétaires de l'entreprise ont droit aux bénéfices distribués parce qu'ils ont apporté leurs capitaux pour fonder ou agrandir leur entreprise. Dans le cas des sociétés, il s'agira d'une distribution de dividendes.
- ✓ L'entreprise va conserver le bénéfice non distribué auquel s'ajoute les dotations aux amortissements c'est-à-dire les sommes qu'elle met de côté pour remplacer son équipement utilisé ou démodé.



5. **Le bénéfice non distribué va servir à trois opérations :**

- ✓ **L'amortissement** = remplacement du capital fixe ou de l'équipement usé ou obsolète (démodé).

Amortissement = Valeur d'achat de l'équipement/Durée de vie prévue de l'équipement

- ✓ Cette notion a trois significations :

- **L'amortissement mesure la perte de valeur de l'équipement chaque année.** Ainsi, une machine qui vaut à l'achat 100 000 € et dont la durée de vie prévue est de 10 ans, ne vaut plus au bout d'un an que 90 000 €, au bout de deux ans 80 000 €...
- **L'amortissement mesure le coût annuel de l'équipement.** Ainsi, dans l'exemple cité, la machine « coûte » (coût fixe) chaque année 10 000 €.
- **L'amortissement est une « dotation » en argent que la firme met chaque année de côté pour financer le remplacement de l'équipement.** Ainsi, chaque année la firme va prélever 10 000 € sur son EBE pour avoir 100 000 € et pouvoir racheter un équipement neuf (on suppose ici qu'il n'y a pas d'inflation).

- ✓ **L'investissement net** = il s'agit de l'achat de biens d'équipements et de bâtiments supplémentaires pour produire davantage ou pour augmenter la productivité de l'entreprise.

- ✓ **Le placement** = achat de titres financiers (actions, obligations...) pour contrôler d'autres sociétés ou pour gagner des dividendes et des intérêts.

6. **La valeur ajoutée est donc une sorte de gâteau qui va être partagé ou redistribué aux différents agents économiques :**

